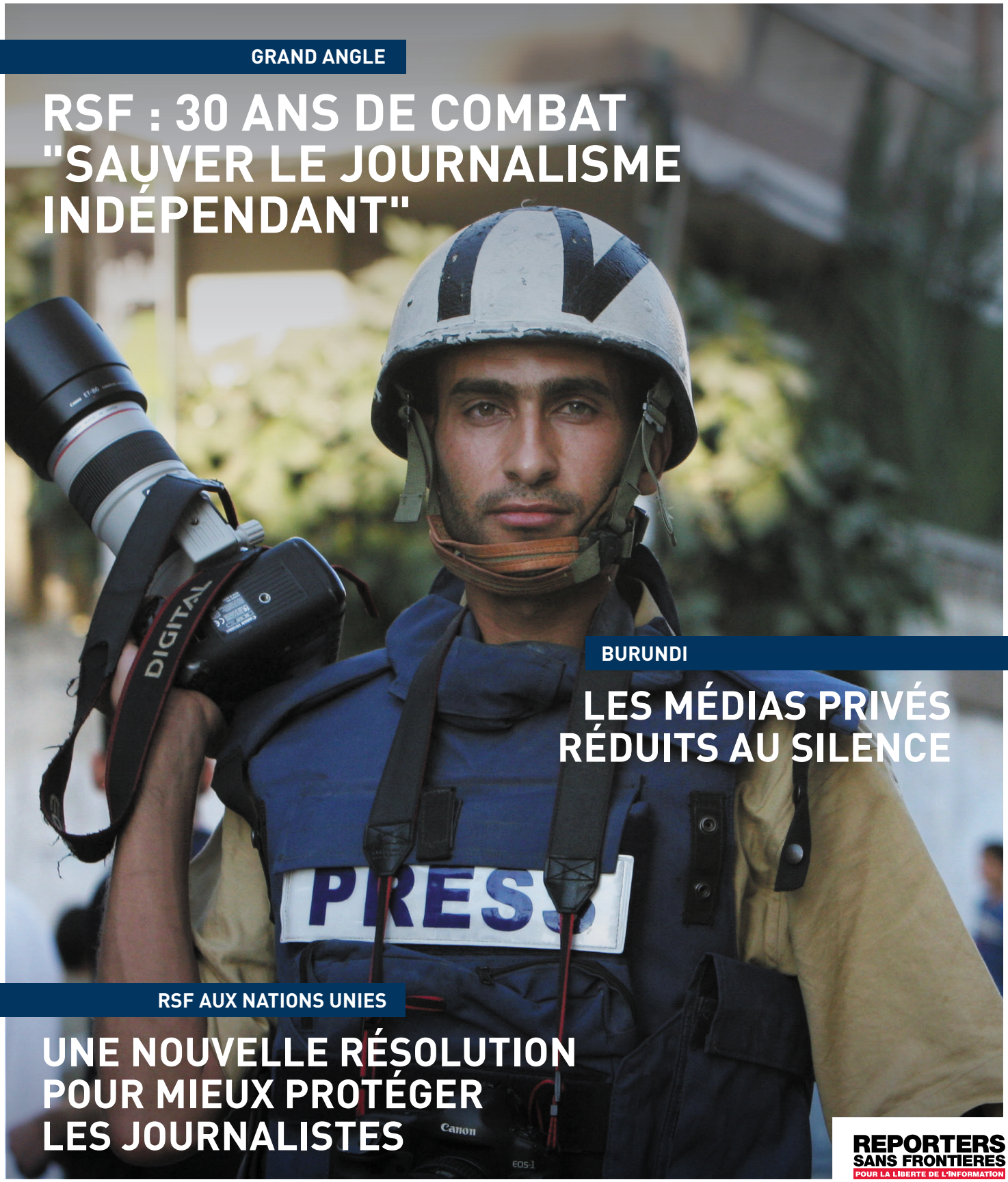
LIBRE COURS

Trimestriel
Eté 2015
2€
www.rsf.org

LA REVUE DE REPORTERS SANS FRONTIÈRES POUR LA LIBERTÉ DE L'INFORMATION - N°11



GRAND ANGLE

RSF : 30 ANS DE COMBAT "SAUVER LE JOURNALISME INDÉPENDANT"

BURUNDI

LES MÉDIAS PRIVÉS RÉDUITS AU SILENCE

RSF AUX NATIONS UNIES

UNE NOUVELLE RÉSOLUTION POUR MIEUX PROTÉGER LES JOURNALISTES

REPORTERS SANS FRONTIERES
POUR LA LIBERTE DE L'INFORMATION

EN
VUES

1. SAVEZ-VOUS QUE LE JOURNALISME INDÉPENDANT EST UN SPORT À HAUT RISQUE EN AZERBAÏDJAN ?

Du sport, des stars et des pétrodollars pour polir l'image d'un régime autoritaire et corrompu : l'Azerbaïdjan a appliqué cette recette bien connue en accueillant en juin 2015 les premiers jeux Olympiques européens. RSF a appelé les dignitaires étrangers à boycotter la cérémonie d'ouverture si les 12 journalistes et blogueurs emprisonnés n'étaient pas relâchés d'ici là. L'organisation a également demandé aux multinationales sponsorisant l'événement de s'exprimer sur le sujet et a alerté le public, par une infographie, de l'éradication du pluralisme par le régime d'Ilham Aliev. 162e sur 180 pays au Classement mondial de la liberté de la presse, l'Azerbaïdjan s'est lancé ces derniers mois dans une campagne de terreur, étouffant méthodiquement les dernières voix critiques, parmi lesquelles les journalistes et les blogueurs indépendants.

© RSF

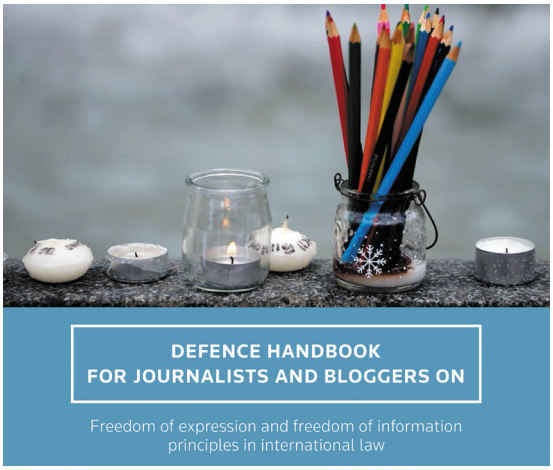
2. RADIO ERENA : UNE VOIX INDÉPENDANTE POUR L'ÉRYTHRÉE

Le 24 mai dernier, alors que l'Érythrée s'apprêtait à célébrer sa 24ème année d'indépendance, RSF lançait une campagne de sensibilisation en anglais, arabe et tigrinya pour mettre en avant Radio Erena, unique radio érythréenne indépendante et apolitique. Intitulée « Radio Erena, une voix indépendante pour l'Érythrée », la campagne vise à faire connaître le travail de cette radio qui émet depuis Paris et peut être écoutée sur satellite, Internet et également grâce à un service de téléphonie mobile, Call to Listen. Aujourd'hui plus que jamais, la diffusion d'une information libre, neutre et indépendante est essentielle pour la population érythréenne en exil ou restée dans le pays. Plus grande prison d'Afrique pour les journalistes, l'Érythrée occupe depuis huit années consécutives la dernière place au Classement mondial de la liberté de la presse établi par RSF.

© RSF

3. LANCEMENT DU GUIDE PRATIQUE DEFENCE HANDBOOK FOR JOURNALISTS AND BLOGGERS

Avec l'appui du cabinet d'avocats Paul Hastings et de la fondation Thomson Reuters, Reporters sans frontières (RSF) a élaboré un guide juridique à l'attention des journalistes et des blogueurs. Intitulé *Defence Handbook for Journalists and Bloggers* et publié en anglais, ce guide, unique en son genre, détaille pour la première fois le droit et les standards internationaux relatifs à la liberté d'expression appliqués au travail des journalistes et des blogueurs.



© RSF

ÉDITO

L'HEURE DU COURAGE

Christophe Deloire | Secrétaire général de Reporters sans frontières

Comment le journalisme « digne de ce nom », en quête du réel tel qu'il est, dans sa diversité, peut-il survivre dans notre monde saturé d'informations trafiquées, manipulées, sciemment orientées par les bras du pouvoir, de l'argent ou de l'intolérance ? L'humanité et les sociétés ont besoin de « tiers de confiance » qui permettent d'effectuer des choix collectifs et individuels fondés sur « la libre poursuite de la vérité objective », selon l'expression de l'acte constitutif de l'Unesco.

Comment défendre le pluralisme du reportage et de l'enquête alors que justement la crédibilité des journalistes est, à tort ou à raison, atteinte ? En défendant ardemment leur liberté et leur indépendance. Car c'est à cela qu'ils servent, les journalistes, à rendre compte de leurs découvertes de manière libre et indépendante. Nous sommes malheureusement entrés dans une nouvelle ère où les puissances disposent de moyens inédits de contrôle de l'information et plus largement d'emprise sur les consciences.

Grâce aux moyens technologiques, les pouvoirs, étatiques, politiques, économiques ou religieux, peuvent diffuser directement leur discours partout dans le monde. Aucun filtre, aucune distinction. Tout passe. Le film de propagande barbare déguisé en reportage. La réalité tronquée habillée en décryptage de la vérité vraie. La création ou la manipulation du désir grimée en enquête journalistique. La technologie ouvre des espaces de liberté, mais la probité n'est pas seule à s'y engouffrer.

Il est de plus en plus difficile pour les citoyens de tous pays de distinguer la communication, sponsorisée ou dictée par des intérêts, de l'information indépendante, établie conformément à des règles d'honnêteté, la plus proche possible de l'idéal du journalisme. Le pluralisme ne saurait être un choix entre deux propagandes, deux communications, deux dispositifs de « relations publiques ». L'on voit bien le mal qu'a partout l'information indépendante à se développer, voire à survivre. D'où l'urgence.

Nous sommes entrés dans une ère de guerres de l'information. Autrefois, les États despotiques plaçaient leurs peuples sous cloche. Au moins n'avaient-ils pas prise sur le reste du monde. Maintenant les pires dictatures, les démocraties dirigées aussi, créent leurs groupes de médias pour diffuser leur « bonne parole » partout sur la planète. Dans les États despotiques comme dans les démocraties, des *spins doctors*, de plus en plus nombreux, avec de plus en plus de moyens, parviennent à nourrir des monstres médiatiques.

Ici les algorithmes sont les barreaux de nouvelles prisons invisibles, là demeurent les cachots froids avec les matons qui tabassent. La violence contre les journalistes n'a pas décru. Plus de 150 reporters demeurent emprisonnés, le double si l'on inclut ceux dont l'activité d'information relève de la mission et non de la profession. En dix ans, selon le décompte de Reporters sans frontières, 720 journalistes ont été tués dans l'exercice de leurs fonctions dans le monde. Considérés comme des témoins gênants, trouble-fêtes de la propagande à instaurer.

Et il y a l'idéologie, cette terrifiante propagation hostile à la liberté de conscience. La notion de blasphème, ou du sacrilège, lorsqu'il y a une prétention à l'imposer à autrui, est un danger immense pour la liberté d'expression et d'information. Pas seulement parce que c'est au nom de la condamnation du blasphème que des fous furieux ont débarqué à *Charlie Hebdo*, à Paris, en janvier 2015. Dans de très nombreux pays, au nom de la religion ou des « valeurs traditionnelles », on censure non seulement les caricatures, mais aussi les « vérités factuelles ».

L'offense à la religion sert souvent d'outil de censure politique, voire d'occultation de la réalité économique, sociale et culturelle. Entre 1999 et 2010, nous avons combattu l'offensive diplomatique de régimes religieux souhaitant imposer une notion de « diffamation des religions ». Pas moins de 15 résolutions ont été présentées au sein des arcanes de l'ONU au nom de la « sensibilité des croyants ». Mais si telle religion parvenait à imposer son sacré, il n'y aurait pas de raison de ne pas le faire pour les autres pensées, politiques, philosophiques, et pourquoi pas les doctrines économiques. Que resterait-il de la liberté de l'esprit ? ■

Christophe Deloire

Lorsque vous pensez à la Thaïlande, vous rêvez de vacances. Mais derrière les plages magnifiques se cache un système corrompu qui viole la liberté d'expression. Les journalistes et les blogueurs risquent 20 ans de prison pour vous informer. La Thaïlande a chuté à la 153e position du classement mondial de la liberté de la presse de Reporters sans frontières.

REPORTERS SANS FRONTIERES
POUR LA LIBERTE DE LA PRESSE

Ne tournez pas le dos à la censure. Découvrez l'envers du décor de vos prochaines vacances sur www.rsf.org

REPORTERS SANS FRONTIÈRES A 30 ANS

Caroline Pastorelli | Responsable de la communication

À l'occasion des 30 ans de l'organisation, Reporters sans frontières (RSF) publie un rapport qui revient sur trois décennies de combat pour la liberté de l'information.

Pour ses 30 ans, RSF a rédigé un rapport sur les enjeux contemporains de la liberté de l'information, les combats actuels de l'organisation et les trois décennies de lutte qui ont fait son histoire. Dans ce document intitulé *Sauver le journalisme indépendant – 30 ans de combat*, l'organisation évoque ses plus grandes campagnes, les libérations de journalistes pour lesquelles elle s'est battue, les opérations coup de poing, les actions de plaidoyer auprès des grandes instances internationales, sans oublier l'aide concrète aux journalistes menacés, agressés ou exilés. Ce sont à tous ces héros de l'information que RSF rend hommage, mêlant la petite et la grande histoire.

Se mobiliser pour les otages

Le premier otage pour lequel RSF a montré ses capacités de mobilisation s'appelait Brice Fleutiaux. C'était en 1999 et il fut libéré en 2000 après neuf mois d'angoisse, de tractations et de campagnes. Depuis, les enlèvements de professionnels de l'information se sont multipliés, dont une centaine dans le seul Irak de 2003 à 2010. À peine avait-on fêté le 21 décembre 2004 la libération de Christian Chesnot et Georges Malbrunot que Florence Aubenas était enlevée à Bagdad avec son interprète.
Pour libérer les otages, RSF fait feu de tout bois : comité de soutien, soirées de solidarité, réunions publiques partout en France, portraits géants sur les frontons des mairies, mobilisation des médias, etc. Tout est bon pour que les otages et leurs ravisseurs sachent qu'on ne les oublie pas. Tout est bon pour obtenir leur libération.

RSF face aux foudres des régimes militaires

C'est le 3 mai 2002 que RSF s'attaque pour la première fois aux « prédateurs de la liberté de la presse », en affichant leurs 38 portraits sur une mappemonde à la gare Saint-Lazare à Paris. Parmi les dirigeants pointés du doigt figure le chef de l'état-major des armées turques, Hüseyin Kivrikoglu. À Paris, des groupuscules nationalistes turcs vandalisent la mappemonde. À Ankara, les protestations sont vives. Une action en justice est menée contre RSF mais c'est finalement le général Kivrikoglu qui sera condamné. La campagne permet de mettre un coup de projecteur sur la situation des médias en Turquie : en 20 ans, le représentant de RSF en Turquie aura assisté à des centaines d'audiences dont des procès de journalistes.

La Chine est un pays que RSF suit également de près. Depuis qu'elle y milite pour la liberté de l'information, RSF a enregistré la multiplication par dix du nombre de médias traditionnels et l'émergence de la plus grande communauté de net-citoyens au monde. Mais une réalité demeure : la volonté inflexible du Parti communiste chinois de censurer massivement l'information, de contrôler étroitement la presse et de punir sévèrement ceux qui ne se plient pas à la ligne officielle de la propagande.
Pour repousser les assauts de la censure chinoise, RSF se mobilise sans relâche. Chaque visite de présidents chinois en France est notamment l'occasion d'interpeller le dirigeant sur sa politique répressive par le biais d'opérations coup de poing dans les rues de Paris.

Améliorer la protection juridique des journalistes

Le 23 avril 1999, pendant le conflit du Kosovo, le bombardement de la radio-télévision d'État serbe par l'Otan à Belgrade fait 16 morts et autant de blessés. Craignant un dangereux précédent, RSF se saisit de la question du rôle et du statut des médias et des journalistes en temps de guerre. En 2003, en pleine guerre en Irak, RSF organise un atelier de réflexion

sur les médias de propagande et le droit international humanitaire (DIH) et rédige une Déclaration sur la sécurité des journalistes et des médias en situation de conflit armé. Depuis, RSF collabore activement avec différents représentants et structures des Nations unies et leur transmet des informations sur les crimes commis contre des journalistes, le respect ou le non-respect par les États de leurs obligations, et les progrès ou reculs en matière de sécurité.

Faire reculer les censeurs du Web

Au milieu des années 1990, le grand public accède à la Toile. Pour la première fois dans l'histoire des médias, chaque citoyen peut s'improviser créateur et diffuseur d'informations. Pour une organisation habituée à défendre les journalistes et la presse, l'arrivée d'Internet fait bouger les lignes. Le bureau « Nouveaux médias », consacré exclusivement aux problématiques du numérique, voit le jour en 2001 et en 2005, RSF publie sa première liste de 15 pays « ennemis d'Internet » et un *Guide du cyberdissident* qui explique comment chiffrer ses emails ou contourner le blocage de sites internet.
En 2008, RSF a choisi le 12 mars pour instaurer la Journée mondiale de lutte contre la censure en ligne. Chaque année, l'ONG publie à cette occasion un rapport ou organise une action militante. En 2015, RSF a lancé l'opération « Collateral Freedom », en débloquant neuf sites d'information censurés dans onze pays. ■

© AFP PHOTO / MOSAAB EL-SHAMY

Pour ses 30 ans, RSF a publié un rapport sur les enjeux contemporains de la liberté de l'information, les combats actuels de l'organisation et les trois décennies de lutte qui ont fait son histoire.

MONDE

NATIONS UNIES

ASSURER LA PROTECTION DES JOURNALISTES SUR LE TERRAIN

Paul Coppin | Responsable du comité juridique

© RSF

Christophe Deloire au Conseil de Sécurité de l'ONU le 27 mai 2015.

Le 27 mai 2015, Christophe Deloire s'est exprimé devant le Conseil de sécurité des Nations unies pour saluer la nouvelle résolution sur la protection des journalistes en zone de conflit. Le secrétaire général de Reporters sans frontières (RSF) a toutefois souligné l'insuffisance des mécanismes actuels pour assurer la sécurité des journalistes sur le terrain.

Devant le Conseil de sécurité des Nations unies, Christophe Deloire a salué l'adoption le 27 mai 2015 de la nouvelle résolution 2222 qui reprend un grand nombre de recommandations portées par RSF. Cette résolution, la première sur la question depuis la résolution 1738 de 2006, fait en effet référence au « *droit à la liberté d'expression* », affirme « *que le travail de médias libres, indépendants et impartiaux (...) peut contribuer à la protection des civils* », et exhorte les États à remplir toutes leurs obligations en matière de protection des journalistes lors des conflits armés.

Le secrétaire général de RSF a cependant souligné l'insuffisance des mécanismes actuels pour assurer la sécurité des journalistes sur le terrain. « *Combien de journalistes devront être tués avant que les résolutions de l'ONU soient appliquées ?* », a-t-il demandé, rappelant au Conseil qu'il est temps que « *des actions concrètes soient entreprises* ». Il a également réitéré la demande de RSF de nommer « *un représentant spécial du secrétaire général sur la protection des journalistes* ».

Ce représentant spécial pourrait ainsi suivre la situation sur le terrain, alerter le Conseil, lancer des enquêtes, voire recevoir des plaintes individuelles. Cette recommandation majeure de RSF serait un moyen concret de veiller à ce que les États se plient aux résolutions du Conseil, et d'assurer, au-delà des déclarations et des résolutions, la sécurité effective des journalistes dans les zones de conflit.

Enfin, l'ONG poursuit son combat pour que soit déférée à la Cour pénale internationale la situation en Syrie et en Irak – pays parmi les plus meurtriers pour la profession – afin qu'elle enquête et poursuive les auteurs des crimes de guerre commis contre les journalistes. ■

MONDE

BURUNDI

LE SILENCE ASSOURDISSANT DES MÉDIAS BURUNDAIS

Cléa Kahn-Sriber | Responsable du bureau Afrique

Depuis la tentative ratée du coup d'État au Burundi en mai 2015, les médias privés payent le prix fort. Fermeture des radios et des télévisions privées, fuite de nombreux journalistes hors du pays… Le flot de l'information s'est aujourd'hui tari dans le pays. Dans un tel contexte, comment les médias burundais peuvent-ils se reconstruire ?

© AFP PHOTO / JENNIFER HUXTA

Nestor Bankumukunzi, directeur de la Télévision Nationale du Burundi pose dans le studio à Bujumbura le 15 mai 2015. Les troupes loyalistes burundaises ont repoussé l'assaut sur la télévision d'État après une tentative de coup d'État deux jours plus tôt.

Difficile de savoir ce qui se passe à Bujumbura et a *fortiori* dans les provinces depuis le 14 mai 2015. À cette date fatidique, la quasi-totalité des médias burundais se sont tus, ou plutôt ont été réduits au silence, à coups de lance-roquettes et de bombes incendiaires. Depuis c'est la rumeur qui règne, plus forte qu'avant, dans un pays plongé dans le silence de l'information. Un blackout dont le gouvernement profite pour tout simplement réinventer « sa réalité ». Les rares journalistes qui continuent de travailler sont désormais accusés de « créer » l'événement, en manipulant l'opinion publique et en laissant croire qu'il existe une contestation sociale dans le pays…

Comme toutes les radios d'information et télévisions privées du pays sont fermées, leurs locaux sous scellés de la police et une cinquantaine de journalistes en exil, les partisans de la désinformation semblent pour l'heure remporter la bataille de « l'information ».

Cette information, qui jusqu'alors était consommée au quotidien par des milliers de Burundais, habitués à vivre l'oreille collée au poste de radio, est devenue une denrée rare. Faire du journalisme au Burundi est, aujourd'hui, un acte de bravoure, une mission quasi sacrificielle. Attaques à la grenade sur leur domicile, brutalités policières, traques visant à les intimider, menaces… Les journalistes restés au pays doivent tous les jours braver le danger. Que va-t-il rester, à l'issue de cette crise, de ce secteur médiatique diversifié, foisonnant, libre de ton et collaboratif qui incarnait un modèle inspirant pour plusieurs pays de la région ? Nombreux sont ceux qui observent avec inquiétude ce qui est en train d'arriver à leurs confrères.

Et ils ne sont pas les seuls à regarder ce qui se passe chez le voisin burundais. Alors que des élections approchent en RDC, au Rwanda ou au Congo-Brazzaville, les dirigeants de ces pays pourraient bien être inspirés par la bravache du président Pierre Nkurunziza.

Les médias au Burundi ont besoin du soutien de leur population qui doit continuer de croire en eux et de demander leur retour, mais surtout du soutien de la communauté internationale qui ne doit pas relâcher la pression sur le gouvernement burundais jusqu'à ce que les médias fermés puissent reprendre leur travail, que les journalistes contraints à l'exil puissent rentrer en toute sécurité. ■

© AFP PHOTO / SIMON MAINA

La police anti-émeute burundaise passe devant les bureaux de la radio publique africaine (RPA), principale radio indépendante du pays, à Bujumbura.

JOURNÉE MONDIALE DES RÉFUGIÉS

L'EXIL DE JOURNALISTES, ARME DE RÉPRESSION MASSIVE

Martial Tourneur | Responsable du bureau Assistance

© AFP PHOTO / BULENT KILIC

Des réfugiés syriens fuyant la guerre près de la frontière turque dans la province de Sanliurfa le 14 juin 2015.

À l'occasion de la Journée mondiale des réfugiés le 20 juin dernier, Reporters sans frontières (RSF) a publié le bilan de son activité d'assistance. L'organisation continue d'apporter son soutien aux journalistes réduits au silence et jetés sur les chemins de l'exil par les nombreux ennemis de la presse.

Déjà à la fin de l'année 2014, les chiffres du bilan annuel de RSF traduisaient une hausse de 100 % du nombre de journalistes ayant quitté leur pays par rapport à l'année précédente. Et le bilan ne risque pas de s'alléger en 2015. Aucun continent n'est épargné par la tendance.

Le chaos et la violence régnant en **Libye** et en **Syrie**, pays parmi les plus dangereux pour la presse, ont précipité le départ de nombreux journalistes professionnels ou citoyens au cours de l'année. Ils sont 43 originaires de Libye à s'être résolus à l'exil en 2014, face aux menaces d'enlèvements ou de mort. Pris en étau entre séides du régime de Damas, groupes armés « d'opposition », membres du Front al-Nosra, groupe EI ou autres milices extrémistes, plus de 300 journalistes syriens professionnels ou amateurs ont fui les représailles systématiques dont ils font l'objet depuis le début du conflit.

L'**Iran**, l'**Azerbaïdjan**, l'**Éthiopie** et l'**Érythrée**, pays abonnés aux dernières marches du Classement mondial de la liberté de la presse de RSF, viennent clore la liste des principaux pays pourvoyeurs de journalistes en exil en 2014 et au premier semestre 2015. Depuis mai, ce sont les journalistes burundais qui sont aux premières loges de la crise politique qui embrase leur pays. Une cinquantaine d'entre eux au moins s'est résolue à fuir les graves représailles contre la presse. ■

En 2014

Azerbaïdjan* – 5 bourses
Érythrée – 4 bourses
Iran – 5 bourses
Libye – 22 bourses
RCA – 9 bourses
Syrie – 27 bourses

En 2015

Azerbaïdjan* – 2 bourses
Burundi – 5 bourses
Éthiopie –
11 journalistes soutenus
Érythrée – 4 bourses
Iran – 8 bourses
Libye – 2 bourses
Syrie – 11 bourses

*Le soutien financier aux journalistes d'Europe de l'Est et d'Asie centrale est en principe coordonné par le bureau assistance de la section allemande de RSF. Face à l'ampleur de la crise, le secrétariat international de l'organisation s'est également mobilisé en soutien aux journalistes azerbaïdjanais.

DANS **L'ACTU**

ALBUM

LES SIXTIES DE JEAN-MARIE PÉRIER POUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

Jean-Marie Périer s'engage auprès de Reporters sans frontières en offrant à l'organisation 100 photos iconiques, rassemblées dans un album de légende. Immergé dans les sixties, au plus près des idoles de la musique rock et yéyé, le lecteur découvrira ou redécouvrira les photographies cultes des vedettes françaises, américaines ou anglaises de l'époque du magazine *Salut les copains*.

Photographe de la célèbre revue des années 1960, *Salut les copains*, Jean-Marie Périer a photographié les plus grands musiciens de l'époque, immortalisant dans ses clichés, au-delà des stars internationales, une époque enchantée où liberté rimait avec insouciance.

L'album *100 photos de Jean-Marie Périer pour la liberté de la presse* embarque le lecteur dans un voyage à travers les années 1960, entre innocence de la jeunesse et nostalgie d'une époque. Devant l'objectif du photographe ont défilé toutes les artistes qui ont marqué cette décennie de transformations sociales et de changements culturels. Les portraits de Jean-Marie Périer oscillent entre sophistication pop et réjouissante décontraction.

Préfacé par Patrick Modiano, prix Nobel de littérature et ami de longue date de Jean-Marie Périer, l'album *100 photos de Jean-Marie Périer pour la liberté de la presse* contient des textes de proches du photographe. Bertrand Delanoë, Anne Wiazemsky, Christian Lacroix, Marc Lambron, Marc Levy, Daniel Filipacchi, Bernard Pivot et Jean-Jacques Naudet ont pris la plume pour partager avec nous des anecdotes sur cet amoureux de la vie.

© RSF

Le lecteur découvrira également des contenus engagés qui reflètent le combat et le travail quotidien de RSF : une interview de Debra Tice, « mère courage » du journaliste Austin Tice disparu en Syrie depuis trois ans et pour lequel l'organisation œuvre aux côtés de ses parents pour le ramener en vie aux États-Unis ; le portrait de Gao Yu, 70 ans, grande journaliste chinoise condamnée à sept ans de prison par un gouvernement qui ne tolère aucune forme de critique. Dans cet album paru le 2 juillet, RSF s'attache également à dénoncer l'oppression des journalistes dans des pays dits touristiques où les paysages paradisiaques riment pourtant avec répression féroce de la presse. C'est le cas de la Turquie, ou bien encore de la Thaïlande où le Premier ministre Prayut Chan-o-Cha n'hésite pas à employer la force afin de bâillonner les voix libres et dissidentes. ■

ÉRIC CHOL, NOUVEAU PRÉSIDENT DE REPORTERS SANS FRONTIÈRES

Le conseil d'administration de Reporters sans frontières (RSF) a élu le 25 juin dernier Éric Chol à la présidence. Le directeur de la rédaction de *Courrier International* succède à la tête de la section française de RSF à Alain Le Gouguec, journaliste à Radio France. Le grand reporter et producteur Paul Moreira remplace Alain Mingam à la vice-présidence.

© AFP PHOTO / ERIC FEFERBERG

Eric Chol.

Composé d'Éric Chol, de Paul Moreira mais également du trésorier Jean-Michel Boissier, de Pascal Guénée, de Martine Ostrovsky, Paul-Stéphane Manier et Alain Mingam, le nouveau bureau exécutif de RSF travaillera ainsi avec le directeur général de RSF, Christophe Deloire, par ailleurs secrétaire général de RSF International.
« *RSF est sans aucun doute l'organisation la mieux placée pour défendre la liberté de l'information : le conseil d'administration aura à cœur d'accompagner Christophe Deloire et toute son équipe dans ce combat permanent, tout en poursuivant la modernisation de RSF, un chantier essentiel pour renforcer son influence en France et partout ailleurs dans le monde* », explique Éric Chol.

Directeur de la rédaction de *Courrier International* depuis 2012, Éric Chol a débuté sa carrière de journaliste il y a 20 ans en couvrant l'actualité internationale. Il fut correspondant à Hong Kong entre 1996 et 1999, grand reporter à *L'Express* de 1999 à 2008 et rédacteur en chef de La Tribune de 2008 à 2011, avant de rejoindre *Courrier International* en 2011.

« *L'élection d'Éric Chol démontre la volonté du conseil d'administration de RSF d'œuvrer au développement international de l'ensemble de l'organisation avec les sections étrangères de RSF, déclare Christophe Deloire, secrétaire général de l'organisation. Au cours des deux dernières années où nous avons travaillé ensemble, j'ai pu constater combien Éric était non seulement un grand journaliste, mais un homme qui aime les constructions avec un grand sens du collectif. De son côté, Paul Moreira apportera l'énergie, les idées et les combats qu'il met si bien en œuvre dans ses réalisations journalistiques.* »

Réalisateur et grand reporter français, Paul Moreira a créé le magazine d'investigation *90 minutes*, puis *Lundi investigation* sur Canal+, après avoir commencé sa carrière de journaliste en 1985 à RFI.

Le nouveau conseil d'administration de RSF, qui comprend 25 membres, est composé de : Raphaëlle Bacqué, grand reporter au *Monde*, Alexandre Balguy-Gallois, avocat, chargé de cours à l'Université Paris I, Michael Bergmeijer, ancien directeur général de Reuters Europe Ouest et Sud, Jean-Michel Boissier, journaliste indépendant, Édith Caillard, présidente du groupe Centre-France La Montagne, Éric Chol, directeur de la rédaction de *Courrier International*, Diane de Bellescize, professeur de droit à Paris II-Assas, Jean-Marie de Peretti, journaliste à *Nice Matin*, Bruno Doguet, journaliste à *Mediapart*, Louis Dreyfus, président du directoire du groupe Le Monde, Frédéric Filloux, éditeur de la newsletter *Monday note*, Jean-Pierre Getti, magistrat honoraire, Hervé Ghesquière, grand reporter à France Télévisions, Anne Gintzburger, productrice, réalisatrice (*Chasseurs d'étoiles*), Pascal Guénée, directeur d'IPJ Paris-Dauphine, Michèle Léridon, directrice de l'information de l'AFP, Paul-Stéphane Manier, journaliste indépendant, Odile Marquant-Berthoux, enseignante, Cécile Mégie, directrice de RFI, Alain Mingam, photographe, commissaire d'expositions, Paul Moreira, fondateur et directeur de l'agence Premières lignes, Martine Ostrovsky, juriste et enseignante du droit des médias, Matthieu Porte, président de l'association *Jets d'encre*, Joachim Roncin, directeur de création du magazine *Stylist* et de Marie-Christine Tabet, grand reporter au JDD. ■

INTERVIEW

DAVIDE DORMINO
« LE SOUTIEN DE RSF EST UNE SOURCE DE GRANDE FIERTÉ POUR MOI »

Propos recueillis par | **Caroline Pastorelli**

Né en 1973, Davide Dormino est un sculpteur italien. Ses œuvres sont exposées dans des collections privées mais aussi dans des espaces publics à travers le monde. Parrainée par RSF, sa nouvelle œuvre «Anything to say ?» A monument of courage est un hommage à trois héros contemporains.

Est-ce que vous pouvez présenter votre sculpture ?
C'est une sculpture en bronze, grandeur nature, qui représente trois personnalités choisies comme symboles, Julian Assange, Edward Snowden et Chelsea Manning debouts sur trois chaises. Un quatrième siège est laissé vide, pour nous. C'est le premier exemple de sculpture itinérante, interactive : elle demande aux gens de se déplacer et voyage elle-même à travers le monde.

Quel message souhaitez-vous faire passer ?
La sculpture célèbre un geste simple, celui de monter sur une chaise. La chaise est un élément du quotidien, confortable, et l'on sait que lorsqu'on «est confortable», on n'évolue pas. Quand on a le courage de chercher la vérité, il faut regarder les choses différemment. L'action de se dresser sur une chaise permet de changer de perspective et de point de vue et ainsi de sortir de cette zone de confort.
C'est le monument de tous. Il ne s'inscrit pas dans un courant politique ou religieux, et n'appartient pas à un seul pays. Chacun de nous est impliqué et se sent « défendu » par le courage de ceux qui révèlent le système. Assange, Manning et Snowden ont été choisis comme des exemples de révolutionnaires contemporains, héros controversés, qui sont aimés ou détestés, mais capables de saper les règles d'un système.

Est-ce important pour vous que RSF soutienne votre œuvre ?

© DAVIDE DORMINO

RSF a soutenu depuis le début « Anything to say ?». La sculpture rend hommage à tous les journalistes qui luttent quotidiennement pour défendre la liberté d'expression et d'information et dans ce combat, RSF est toujours en première ligne. Son soutien est une source de grande fierté pour moi. ■

LEGS, DONATIONS, ASSURANCES VIE
TRANSMETTRE AUJOURD'HUI POUR LES LIBERTÉS DE DEMAIN

RECEVEZ GRATUITEMENT ET EN TOUTE CONFIDENTIALITÉ NOTRE BROCHURE

DEMANDE D'INFORMATIONS
à retourner à : Reporters sans frontières - Service successions
47 rue Vivienne - 75002 Paris - Téléphone : 01.44.83.84.83 - www.rsf.org

☐ **OUI**, je souhaite recevoir gratuitement et en toute confidentialité une brochure d'information sur les legs, les assurances vie et les donations au profit de Reporters sans frontières

☐ **OUI**, je souhaite m'entretenir avec la responsable des successions

☐ M. ☐ Mme ☐ Mlle

Nom .....
Prénom .....
N° et rue .....
N° Apt, étage .....
Bâtiment .....
Lieu-dit .....
Code postal .....
Ville .....
Pays .....
Téléphone .....
Je souhaite être contacté entre....h et....h
Email .....

Reporters sans frontières s'engage à la confidentialité la plus absolue en matière de successions. N'hésitez pas à nous contacter si vous avez des questions.

LIBRE COURS LA REVUE DE REPORTERS SANS FRONTIÈRES POUR LA LIBERTÉ DE L'INFORMATION - Publication trimestrielle - Prix 2€ - Abonnement un an : 6€ - N°ISSN 1814-8190 - Directeur de publication : Christophe Deloire - Rédacteur en chef : Virginie Dangles Responsable de la communication : Caroline Pastorelli - Directrice du développement : Perrine Daubas - Impression et routage : Imprimerie Chauveau - 2 rue du 19 Mars 1962 - 28630 Le Coudray - Iconographie : Caroline Pastorelli - Maquette : Alice Danneyrolles - édité par Reporters sans frontières - Association loi 1901 reconnue d'utilité publique - 47 rue Vivienne - 75002 Paris - Tél : 0144838484 - Site : www.rsf.org - Dépôt légal à parution

Photo de couverture : ©AFP PHOTO/MOHAMMED SABE